

Économie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE – Avril 2017 – Rédac chef : P. Le Scouëzec

Mariages à nouveau en baisse

Le nombre de mariages enregistrés en Picardie a recommencé à baisser. Les 6750 célébrés en 2015 sont inférieurs de 3,5% à ceux de l'année précédente. Ainsi, la stabilisation de 2014, après une diminution continue depuis l'an 2000, n'aura pas eu de suite. Ce recul est plus marqué dans l'Aisne (-4,2%) et la Somme (-5,9%) que dans l'Oise (-1,4%), qui est dans la tendance nationale (-1,0%). Cette reprise de la baisse tient en partie à celle des mariages entre personnes de même sexe, qui sont passés de 270 à 191 en Picardie en un an, soit -29,3% (-26,3% au plan national).

Le chiffre du mois

31,2%. C'est, début 2016, la part des jeunes de moins de 25 ans en Picardie, soit 603.890 personnes. C'est un point de plus que la moyenne nationale (30,3%) et deux de plus que celle de la province (29,4%). La Picardie demeure donc parmi les régions les plus jeunes de France, après le Nord-Pas-de-Calais (32,9%) et l'Île-de-France (32,4%).

Toutefois, les chiffres varient d'un département à l'autre. L'Oise est l'un des plus jeunes de France avec une part de 32,1% qui le situe au 9^{ème} rang national, devant le Pas-de-Calais. La Somme est dans la moyenne régionale (31,1%) et l'Aisne dans la moyenne nationale (30,1%).

La contrepartie de cette jeunesse est d'avoir proportionnellement dans la région moins de 60 ans ou plus : ils représentent 23,8% de la population, soit un point de moins qu'au plan national (24,9%). La différence se situe au niveau des 75 ans ou plus : 8,2% contre 9,1%.

L'économie sociale encore faible en Picardie

L'économie sociale (ES) comprend en Picardie 5250 établissements en 2014 qui emploient 58400 salariés. Cela représente près du tiers des unités présentes dans les Hauts-de-France mais seulement 28% des postes de la grande région.

Il faut dire que, depuis 2008, la croissance de l'ES est, en Picardie, faible : les effectifs n'ont augmenté depuis 2008 que de 2,4%, soit 1360 emplois de plus en 6 ans, alors qu'ils ont progressé de 4,7% dans le Nord-Pas-de-Calais sur la période (soit 4,0% dans les Hauts-de-France) et de 5,1% en France de province.

Cette relative faiblesse est attestée par d'autres chiffres. L'économie sociale regroupe 10,5% de l'emploi salarié total en Picardie contre 11,6% pour la France de province. Ce poids est à peu près similaire dans les départements picards : 10,3% dans la Somme, 10,5% dans l'Oise et 10,9% dans l'Aisne. 42,4% des effectifs picards sont dans l'Oise, 32,0% dans la Somme. C'est dans le Soissonnais, le Beauvaisis et le Laonnois que l'ES est, proportionnellement, la plus présente avec, respectivement, 11,8%, 12,1% et 12,4% des effectifs salariés de ces zones d'emploi.

Mais cette faiblesse de l'économie sociale confirme aussi qu'elle est une source de développement de la région, surtout si elle sait s'investir dans les activités nouvelles, au-delà des secteurs où elle est traditionnellement déjà bien implantée (santé, social, finances, enseignement...).

Avoir plusieurs emplois pour vivre

Une des caractéristiques des pays en voie de développement est le fait que les travailleurs ont souvent plusieurs emplois pour pouvoir vivre décemment. Or, en France, 5,2% des salariés, soit 1,2 millions de personnes, sont dans ce cas, auxquelles il faut ajouter 200.000 non-salariés ! C'est le résultat du sous-emploi et de la précarité qui se sont développés, conduisant à l'explosion de la pauvreté.

Il existe deux grandes catégories de pluri-actifs. Les salariés qui exercent une même profession pour plusieurs employeurs (450.000 personnes). Ce sont majoritairement des femmes, exerçant des professions peu qualifiées, subissant souvent un temps partiel contraint, au point que même avec plusieurs emplois, elles atteignent rarement une durée de travail équivalente à un temps complet !

Les autres (740.000) sont des salariés qui exercent plusieurs professions. Ils exercent des professions plus qualifiées, mais à temps partiel dans un cas sur deux et avec des horaires atypiques.

La cause de la pluri-activité des non-salariés est aussi dictée par une moindre occupation dans leur activité principale, au point que, même si l'on prend en compte l'ensemble de leurs professions, leur durée hebdomadaire de travail est presque similaire à celle des non-salariés monoactifs. Signe que, là encore, la volonté d'avoir un revenu décent est pour beaucoup dans la motivation de ces personnes.

Une telle situation rend les chiffres du chômage officiel, limités aux demandeurs de catégorie A, de plus en plus déconnectés de la réalité de l'emploi. D'autant que les médias français s'appuient sur eux pour nous faire le coup du redémarrage de l'économie, sans vouloir voir qu'elle est factice en ne s'appuyant que sur des emplois dévalorisés, éclatés et sous-payés. Et après, ils s'interrogeront comment, malgré cette « reprise » qu'ils ont tant vanté, les électeurs osent rejeter ceux qui la mettent en œuvre, comme Obama aux Etats-Unis ou Hollande en France !

Les groupes étrangers moteur de l'économie picarde

Les patrons picards, c'est connu, manquent de dynamisme. Leur gestion se caractérise par moins d'investissements et de recherche, une faible présence à l'exportation par rapport à la moyenne nationale. Mais, heureusement, notre région est attractive et les groupes étrangers continuent d'y être très présents.

Ainsi, en 2016, ces derniers emploient 15,6% des salariés des activités marchandes picardes (hors agriculture, intérim et administration), soit 53730 personnes (14% dans l'Aisne, 15,7% dans la Somme et 16,5% dans l'Oise). C'est 3,3 points de plus que la moyenne française. Mais ces entreprises sous contrôle étranger représentent 24% du chiffre d'affaire régional (19% au plan national) et contribuent à 47% des exportations régionales (30% en France).

Des résultats qui confirment l'attractivité de la Picardie et l'internationalisation de nos entreprises, contrairement à ce que propagent nos élites publiques et privées, et prouvent que les délocalisations de Whirlpool et Goodyear répondent d'abord à des intérêts financiers plutôt qu'économiques.



Pas encore la parité en politique

Si la loi impose la parité parmi les assemblées régionales, départementales et dans les communes de plus de 1000 habitants, ce n'est pas encore le cas dans celles de taille inférieure. En leur sein, seuls 15% des maires sont des femmes contre 16,3% en France métropolitaine. Seul l'Oise, avec 16,4% est dans la moyenne, tandis que la part est plus faible dans l'Aisne (15,1%) et la Somme (14,0%). Et parmi les conseillers municipaux de ces communes de moins de 1000 habitants, la tendance est la même : la proportion de femmes y est de 36,1% dans l'Oise (36,3% en France métropolitaine) et seulement 33,9% dans la Somme et 34,5% dans l'Aisne.

Davantage de bénéficiaires de l'APA en Picardie

Le taux de Picards âgés de 75 ou plus touchant l'allocation personnalisée d'autonomie est élevé. Cela est révélateur de la dégradation plus précoce de leur état de santé, une situation à rapprocher de leurs conditions de travail lorsqu'ils étaient en emploi.

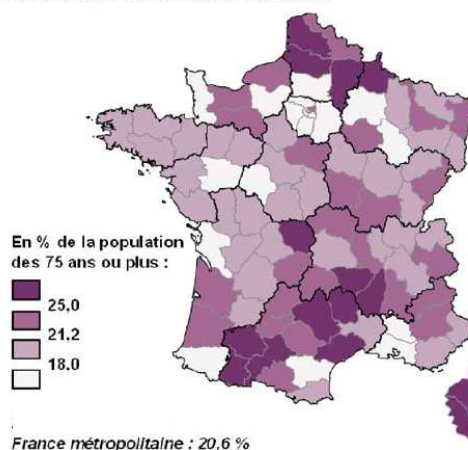
En 2013, 35264 personnes de 75 ans ou plus vivant en Picardie, soit 22,4% de cette population, bénéficient de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation mise en place en 2002 pour pallier à la perte d'autonomie des personnes âgées et qui est versée à partir de 60 ans sans condition de ressources. Cette part des bénéficiaires est plus élevée dans l'Aisne (26,4%) et la Somme (25,7%) que dans l'Oise (16,0%).

Le taux de la région est supérieur à la moyenne nationale (20,8%), indiquant un taux de handicap plus important pour cette catégorie d'âge en Picardie qu'au plan national. Et cela en dépit d'une espérance de vie qui est plus faible dans la région, de 2 ans pour les hommes et d'1,5 pour les femmes, que la moyenne française, qui a pour effet de diminuer le nombre de bénéficiaires potentiels.

Ce poids plus fort de la dépendance parmi les Picards les plus âgés est aussi à rapprocher de leurs conditions de travail plus difficiles quand ils étaient actifs. En effet, comme l'APA est versée sans condition de ressources, la surreprésentation des bénéficiaires dans la région s'explique d'abord par une dégradation plus rapide de leur état de santé avec l'âge. Cela est confirmé par le fait qu'en Picardie, il n'y a pas de lien entre pauvreté et versement de l'APA, comme c'est le cas dans le sud de la France. Au contraire, alors que le taux de pauvreté en Picardie est un des plus élevés de France si l'on considère l'ensemble des habitants (15,6% en 2013), il est plus faible si on se limite aux seules personnes de 75 ans ou plus (8,0% contre 8,9%). Par conséquent, c'est bien dans le passé de ces bénéficiaires, et notamment leur travail, qu'il faut chercher les causes de cette perte d'autonomie plus fréquente.

Par ailleurs, le taux de bénéficiaires de l'APA est, en Picardie, beaucoup plus fort parmi les personnes de 75 ans et plus vivant à domicile : il est de 14,2% contre 12,3% au plan national. Cela est à rapprocher du fait que la région, le suivi à domicile est facilité par un taux d'équipement en services de soins infirmiers à domicile supérieur à celui observé au niveau de la France : 23,0 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus contre 19,6.

Taux de bénéficiaires de l'APA à domicile ou en établissement



Sources : DREES, Enquête bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31/12/2013; Insee, estimations provisoires de population au 01/01/2014